

Comission : Droits de l'homme

Question : Une cohabitation paisible des différentes identités pour le monde de demain

Auteur : Belgique

La délégation de la Belgique sort à peine d'une grave crise politique qui aurait risqué de scinder en deux la société belge, d'un côté les Flamands au nord, de l'autre les Wallons au sud. Cette crise politique a duré 18 mois.

La Belgique connaît en effet une irrégularité économique, idéologique et politique grandissante entre le Nord et le Sud du pays. Il y avait notamment des tensions autour des questions linguistiques qui se sont aggravées, avec notamment la suppression de l'affichage francophone dans de nombreuses villes flamandes. Ensuite, de 2010 à 2011, la crise politique est à son plus haut niveau, notamment avec les élections anticipées du 13 juin 2010 où les libéraux indépendantistes flamands s'affirment largement, la question de la scission du pays plane et des compromis importants vont être faits.

A cette période se creuse l'écart entre les différents partis. Nous distinguons en effet des partis politiques importants tels que : le PS (Partie Socialiste de Gauche, attaché à l'union du pays) et le N-VA (Nieuw-Vlaamse Alliantie, en français, Alliance néo-flamande, partie de droite pour le nationalisme flamand). En 2011, un nouveau gouvernement est enfin mis en place, avec Elio Di Rupo à sa tête comme premier ministre. Cela aura fait 541 jours de vacance, soit la plus longue crise politique de l'histoire contemporaine européenne.

Si les querelles linguistique et communautaire ont pris tellement d'ampleur, c'est surtout parce que le nord flamand et le sud wallon sont économiquement très inégaux. Si la Wallonie était historiquement le secteur riche et industrialisé, au cours des années 1950-1980, la fin des charbonnages et la crise de la sidérurgie l'a fait entrer dans une phase de net recul économique. Les investisseurs, notamment américains, se sont tournés vers le nord rural flamand (port d'Anvers, créations d'autoroutes, de centrales nucléaires...) disposant par ailleurs d'une main d'œuvre abondante, peu coûteuse et peu syndiquée, ainsi que des terrains bon marché. Le patronat flamand s'est développé autour de ces multinationales, et grâce à l'Etat belge qui a contribué à cet essor par des investissements d'infrastructures.

Mais la division nord sud tient aussi à un héritage historique et politiques différent entre les deux régions, en effet, le syndicalisme chrétien (né à la fin du XIXe siècle sous l'impulsion de personnalités catholiques et de l'Eglise catholique, pour ne pas laisser au socialisme l'organisation des travailleurs domine la classe ouvrière) en Flandre, et le syndicalisme socialiste en Wallonie.

Même si la période de la crise politique qu'a connu la Belgique est passée, nous restons cependant inquiet puisque notre pays reste sensible face à certaines tensions politiques, notamment celles qui sont actuelles et internationales. En effet, l'exemple du Brexit ou la politique de Donald Trump (construction du mur pour séparer les Etats-Unis et le Mexique) peuvent augmenter les tensions et inspirer nos régions au relui identitaire et ainsi re-favoriser la séparation et le nationalisme des différentes régions du territoire Belge.

Ensuite, l'immigration est en Belgique un des facteurs qui a contribué à l'accroissement de sa population. En 2016, on compte 11 311 117 habitants, dont 1 295 660 étrangers. Depuis la fin des années 1990, le rythme d'accroissement de la population tend à s'accroître essentiellement par l'immigration d'étrangers. C'est à partir de 2000 et jusque 2010, que la population connaît une croissance de plus en plus soutenue. Cela est dû, d'une part à une hausse de la natalité (à partir de 2003-2004), mais surtout à une immigration de plus en plus importante. Cependant, notre pays étant rempli de nationalités, il a connu des divisions et séparations entre les différentes origines appelées « populations allochtones » d'origines italiennes, magrébines, congolaises, turques etc... Mais avec la loi de Jean Gol facilitant l'octroi de la nationalité belge par une relaxation des différentes options (naissances, mariages etc.), plus de 1.3 million de migrants sont devenus des Nouveaux Belges. Ainsi, grâce aux immigrants, le taux de natalité a de même augmenté. La population belge continue chaque année à augmenter, mais plus lentement qu'auparavant, avec une croissance d'environ 0,53% par an. Notre pays a en effet une forte espérance de vie et avait un faible taux de natalité. Grâce à l'immigration, notre population augmente et c'est ce dont notre pays a besoin pour lui assurer un meilleur avenir. La Belgique est donc un pays d'émigration.

Nous n'avons pas séparé les étrangers des Belges, nous leur avons offert la nationalité du pays pour qu'ils puissent s'y intégrer. Nous avons en effet privilégié l'unité de la nation à travers l'égalité de ses citoyens en cachant les marques de différences. Et le résultat reste tout à fait positif puisque il y a très peu de conflits entre les citoyens concernant les origines, mis à part les attentats terroristes qui ont pu créer des tensions, mais qui cependant concernent l'Europe, voir le monde. Si ce n'est pas la nationalité qui est accordé aux immigrés, le pays dispose d'une politique institutionnalisée d'intégration des immigrés qui vise à lutter contre le racisme et la discrimination ainsi qu'à lutter contre les désavantages sociaux (ex: chomages) et à leur assurer une égalité comme pour les belges.

